

formée dans l'intervalle, laquelle a coûté tout près d'un million de dollars. Cependant, les prix n'ont cessé d'augmenter.

Je me demande si l'une des premières mesures...

C'est le ministre d'aujourd'hui qui parlait alors.

... que le ministre devrait prendre dans les circonstances ne serait pas de charger les préposés aux enquêtes sur les coalitions d'étudier la situation afin de s'assurer si des ententes ont été conclues entre les divers fabricants de machines agricoles en vue de hausser les prix. Si nulle entente n'a été conclue, il semble difficile de comprendre...

On ne comprend pas encore

... pourquoi toutes les sociétés ont décidé d'augmenter sensiblement leurs prix au cours des 15 ou 18 derniers mois.

Les problèmes de l'époque sont les mêmes en octobre 1968.

Je veux terminer en disant...

Je cite les paroles du ministre en 1966 et je voudrais qu'il s'en souvienne.

Je veux terminer en disant qu'il incombe au ministre d'agir de manière à convaincre les agriculteurs d'un bout à l'autre du pays que la hausse très sensible de l'outillage agricole survenue récemment est en quelque sorte motivée.

A l'époque, on se plaignait de la hausse des prix des machines agricoles. Alors, comment le ministre fera-t-il pour convaincre tous les cultivateurs du pays que la hausse de l'intérêt sur les prêts aux fins de l'exploitation des fermes et la hausse de l'intérêt sur l'achat des machines agricoles qu'on veut augmenter ce soir sont acceptables?

Je voudrais, à ce stade, faire une remarque concernant le député de Kent-Essex (M. Danforth) qui, il y a quelques minutes, dénonçait le taux d'intérêt sur les prêts agricoles et sur les machines agricoles, disant que c'était en vue de favoriser seulement les banques. Cependant, il n'y a pas moins de douze heures que ce même député votait en faveur de l'augmentation du taux d'intérêt, cet après-midi.

Ce ne sont pas les cultivateurs, encore une fois, comme je l'ai démontré cet après-midi, qui réalisent les revenus et pour qui les revenus augmentent. C'est pour eux précisément, ce soir, que nous nous apprêtons à augmenter le taux d'intérêt, et ces prêts profiteront à des particuliers qui, actuellement, sont dans le monde de la finance et que cette nouvelle loi va surtout favoriser, comme s'en plaignait l'honorable député de Kent-Essex.

Je prends, par exemple, le cas de M. George Arnold Harp, président de la Banque de Montréal, qui est administrateur d'une compagnie de finance, de compagnies de fiduciaire, qui est dans le commerce de machines agricoles, qui fait partie de syndicats de

machines agricoles également, de fonds d'investissement, qui était administrateur, en 1966, de 14 milliards 387 millions, et qui a fait en sorte que les profits des compagnies qu'il administrait en 1966 ont augmenté de \$1,249,968,000.

Cet après-midi, nous avons voté contre une mesure que le gouvernement et les conservateurs ont adoptée en bloc pour augmenter les profits de ces messieurs. Ces mêmes députés vont probablement encore voter en bloc, avec la même logique qu'ils ont démontrée cet après-midi, pour augmenter l'intérêt sur les prêts pour achats de machines agricoles, bien que l'honorable député de Kent-Essex ait dénoncé cette mesure cet après-midi.

Monsieur le président, je pourrais considérer également le bilan des compagnies administrées par M. Earl McNaughton, président de la Banque Royale du Canada et administrateur de plusieurs compagnies de finance, notamment la *Capital Investment Corporation*, la *Niagara Insurance*, la *Canadian Pacific Railway*, la *General Motors*, la *Royal Victoria Hospital*, et une foule d'autres compagnies comme le *Montreal Trust*, etc. L'actif des compagnies dont il était administrateur se chiffrait, en 1967, à 33 milliards 759 millions et, encore là, aucun bilan ne prouve qu'elles s'acheminent vers un déficit. Mais pourtant, ce soir, on s'apprête à doubler le taux d'intérêt de ces messieurs, alors que l'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas encore dit non aux financiers.

C'est ici que je voudrais lui rappeler qu'il y a quelques années, il savait dire non aux financiers. Maintenant, il dit non aux cultivateurs et il dit oui aux corporations de finance et aux banques qui, demain matin, auront la possibilité de doubler l'intérêt sur les prêts destinés à financer l'achat de machines agricoles et, partant, causer des problèmes à des milliers de cultivateurs.

Étant donné que le ministre n'était pas ici cet après-midi, lorsque j'ai fait la remarque relative au cultivateur qui, hier soir devait demander un prêt agricole à 5 p. 100, je lui rappelle que ce cultivateur n'est pas prêt, dans quelques jours, à emprunter à un taux de 8 ou 9 p. 100. Le Canada comptera un cultivateur de moins, ce qui fera baisser notre produit national d'autant, et le ministre de l'Agriculture sera responsable de cet état de choses.

Il est regrettable que nous ayons à répéter ces choses au ministre de l'Agriculture, qui s'y connaît autant en agriculture qu'en finance. C'est pour cela que nous ne pouvons pas laisser adopter sans objection un bill qui est tellement important pour la classe agricole, et qui causera un grave préjudice à nos cultivateurs dans les années à venir.